

Discours d'ouverture des rencontres de santé publique

29 – 30 -31 mai 2018

Monsieur le directeur général de la santé, Cher Jérôme,

Chers collègues,

Chers amis,

C'est toujours avec beaucoup de plaisir que j'ouvre les rencontres de santé publique France : leur 3^{ème} édition pour notre deuxième anniversaire. Et oui, déjà deux ans ; Santé publique France a trouvé sa place. Je pourrais même dire que la santé publique trouve de mieux en mieux sa place dans notre pays.

Il me semble que 2018 a été une année charnière, une année de rupture, avec les annonces de la Stratégie nationale de santé et du Programme national de santé publique.

Rupture d'abord, car il y a une volonté affirmée de faire de la santé dans toutes les politiques.

Santé publique France a eu l'honneur d'accueillir en son sein, le comité interministériel sur la santé, le 26 mars dernier. Onze ministres ont fait le déplacement. C'est la première fois de ma longue vie professionnelle que j'ai entendu 10 ministres énoncer les mesures qu'ils comptaient mettre en œuvre pour améliorer la santé des français : les ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, des sports, du travail, de l'environnement, de l'Outre-Mer... sous l'impulsion du 1^{er} ministre. C'était incontestablement un moment très important qui soulignait bien que la santé publique doit être portée dans toutes les politiques, qu'il convient d'agir sur les environnements, d'agir sur la société autant que sur les comportements.

Je perçois également un tournant dans l'approche des sujets santé par nos élus. Le sujet n'est plus tabou ou réservé aux seuls médecins députés et sénateurs. Nous sommes dorénavant régulièrement auditionnés et événement incroyable : la commission des affaires sociales de l'assemblée nationale s'est déplacée une journée entière à Santé publique France pour comprendre, nous interroger, échanger avec nous. Au menu la prévention promotion de la santé...

Rupture ensuite parce que pour la 1ere fois, la prévention promotion de la santé est le 1^{er} axe de la stratégie nationale de santé. Enfin, il y a dans notre pays une volonté politique, une vraie volonté d'investir dans le champ de la prévention et non plus dans le seul soin.

Rupture conceptuelle enfin, car l'approche est résolument populationnelle : aux différents âges de la vie en commençant par les 1000 premiers jours de vie. Cela ouvre de nouvelles perspectives dans la façon de programmer nos actions, d'agir auprès des populations, d'interagir avec les autres acteurs que ceux du monde la santé.

Revenons sur l'anniversaire de Santé publique France.

Il me semble que le travail de l'Agence est reconnu et valorisé. C'est une belle réussite qui doit beaucoup aux agents de Santé publique France.

Je remercie très chaleureusement tous ces professionnels qui font vivre cette belle Agence. Chaque jour, ils œuvrent chacun à la réalisation de nos missions de service public.

Les syndicats se mobilisent (vous les avez croisés à l'entrée), ils attirent l'attention sur la préservation de nos moyens dans un contexte de restriction budgétaire. Je ne peux que comprendre leur défense de la santé publique, sachez que SpF subit la même rigueur que beaucoup d'administrations ou d'agences

Mais revenons aux missions

1/ Aux missions de veille et l'alerte. Les deux dernières alertes sont encore dans les esprits de tous : les contaminations de nourrissons par Salmonella Agona ou les cas de SHU chez les enfants liés à l'ingestion de Reblochon pour lesquels SpF a lancé des alertes nationales.

Nous avons un système disposant d'une excellente sensibilité. Pour vous donner un exemple l'alerte aux Salmonelles s'est faite à partir de 8 cas identifiés en 8 jours. Après une investigation auprès des parents et identifié une source commune, nous avons lancé l'alerte de ce qui devenu l'affaire Lactalis. Sachez que nous avons 600 cas de salmonelloses chez des nourrissons par an et 10 000 chaque année tous âges confondus.

Vous savez en matière d'alerte, il faut savoir sonner à bon escient, jamais à tort mais surtout ne pas passer à côté d'une épidémie dont les retentissements peuvent être graves.

2/ A la mission de surveillance.

- des épidémies bien sûr : je pense à la grippe qui a duré cette année ,16 semaines (et ses 13 000 morts attribuables à la grippe), à l'épidémie de rougeole qui touche 80% des départements, ou à l'épidémie de dengue qui sévit à l'île de la Réunion
- de surveillance des maladies chroniques. Nos données sur les cancers, le diabète, l'hypertension artérielle font références.
- de surveillance des maladies à caractère professionnelle...

3/ A la mission de prévention promotion de la santé prenant en compte les déterminants de santé et les populations.

Nous nous sommes beaucoup investis en 2017 dans la promotion de la vaccination. Notre site Vaccination-info-service est devenu un des sites les plus consultés de l'agence : 2,5 million de visiteurs uniques en un an d'existence (3 millions fin mai 2018).

Lancé il y a moins d'un mois, le volet professionnel de vaccination-info-service, destiné à fournir aux professionnels de santé une information référente sur la vaccination, a déjà reçu des milliers de visiteurs – et je vous invite à leur emboiter le pas !

Surtout nos investissements dans le domaine du tabagisme et de la nutrition commence à porter ses fruits je vais y revenir.

4/ Enfin à la mission de réponse aux situations sanitaires exceptionnelles

En 2017, Santé publique France a mené près de 25 opérations en Outre-Mer et en métropole, mobilisé plus de 10 000 jours hommes de réservistes. Nous avons vacciné 15 000 étudiants sur le campus de Dijon contre la méningite à sérotype W après le décès de deux étudiants. La plus grosse opération a été la réponse aux ouragans IRMA, José, Maria. Pendant plus de 3 mois nous avons mis en place un système de surveillance ad hoc et soutenu l'offre de soins pour répondre aux besoins de soins.

Je voudrais revenir avec vous sur trois actions majeures de Santé publique France qui soulignent l'engagement de l'agence, son efficacité, son opérationnalité : la lutte contre le tabagisme, le développement du Nutri-Score, et l'opération de rattrapage de vaccination de l'ensemble des enfants vivant sur l'île de Mayotte qui a débuté la semaine dernière et se déroule actuellement..

1/ La lutte contre le tabagisme

Un million de fumeurs en moins entre 2016 et 2017, c'est considérable ! La prévalence du tabagisme quotidien est passée de 29,4% à 26,9%.

Je ne l'aurais pas cru tant je l'ai rêvé. C'est une très grande fierté.

C'est un grand succès, un très grand succès pour la santé publique. Santé publique France y a contribué en partie avec son Mois sans tabac et son approche de Marketing social ancrée sur le terrain. C'est probablement aussi un premier succès du paquet neutre et de l'augmentation du remboursement des substituts nicotiniques.

Ma grande satisfaction est de constater que les jeunes fument moins : moins 9 points chez les jeunes hommes de 15-24 ans.

C'est aussi l'impact sur les catégories les moins favorisés : chômeurs et CSP- où la baisse est très significative. Pour la première fois le gradient entre les cadres et employés et ouvriers s'est stabilisé. J'espère que l'Ile-de-France et les Pays-de-Loire serviront de modèle aux autres régions françaises. Leur prévalence est respectivement de 21 et 23% bien loin des 26,9% de la moyenne nationale.

Contrairement à ce qu'on a pu entendre, c'est aussi la confirmation que le Programme de réduction du tabagisme n'aggrave pas les inégalités. Demain, j'espère que nous pourrions dire qu'elles se réduisent.

Je suis confiant car nous allons bientôt mesurer l'impact de l'augmentation du prix du tabac. Là encore, c'est la preuve qu'une vraie politique de santé publique, impliquant tous les acteurs, agissant sur tous les leviers, obtient des résultats mesurables, probants, et, je l'espère, durables.

2/ Le développement du Nutri-Score

Le Nutri-Score, vous le savez, c'est l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des produits alimentaires. Ce dispositif innovant, à l'efficacité scientifiquement prouvée, permet d'indiquer la qualité nutritionnelle des aliments de manière synthétique, simple et accessible à tous ; il permet de comparer les produits entre eux et d'identifier d'un simple coup d'œil les plus équilibrés, les moins gras et les moins sucrés.

Une première campagne nationale de promotion de Nutri-Score, destinée à accroître sa notoriété et à faire savoir que le Nutri-Score est le logo officiel des pouvoirs publics, a été diffusée tout au long du mois de mai, alors que les premiers packaging comportant le Nutri-Score apparaissaient dans les rayons.

Cette communication des pouvoirs publics est une manière d'inciter les industriels à s'engager à utiliser le Nutri-Score, car il donne une image de marque responsable, il souligne la valeur santé des produits, il valorise le choix du consommateur.

Le Nutri-Score est un outil formidable pour la santé publique de sa double fonction : agir sur les comportements et agir sur l'environnement. Il permet à l'industriel en faisant varier la composition des aliments afin d'améliorer le

score de ses produits. Il est intéressant de constater que, d'ores et déjà, les premiers industriels signataires ont amélioré le score de leurs aliments. Je pense à Fleury Michon dont l'objectif en 2022 est d'avoir 2/3 de ses produits classés en A.

Nous sommes très fiers à Santé publique France car, si le concept de l'étiquetage nutritionnel a été promu par l'Inserm et plus particulièrement par l'équipe de Serge Hercberg, la marque est celle de Santé publique France qui a élaboré le logo Nutri-Score, sa carrosserie en quelque sorte, et c'est l'Agence qui assure sa promotion et aujourd'hui sa gestion au niveau français et même européen.

3/ Enfin, je voudrais vous parler de l'opération Mayotte

Il s'agit d'assurer le rattrapage vaccinal de tous les enfants vivant sur l'île – soit environ 40 000 enfants. L'opération est en cours en lien étroit avec l'ARS Océan Indien. J'espère qu'elle sera un succès. Mais sachez qu'une telle opération souligne à elle seule la mobilisation de toute l'expertise de l'Agence : la veille et l'alerte (les cas de coqueluche avec deux décès), la surveillance de la couverture vaccinale qui a souligné son recul, le plaidoyer pour convaincre de l'urgence d'assurer le rattrapage vaccinal, et enfin l'opérationnalité pour assurer d'une part la logistique d'une telle opération (je pense à l'achat des vaccins, leur acheminement, le respect de la chaîne du froid) et la mobilisation d'une centaine de réservistes pour assurer cette vaccination pendant six semaines. C'est un nouveau pas franchi pour la capacité d'intervention de l'agence, qui montre qu'elle sait aussi se mobiliser pour des opérations de prévention, aussi efficacement qu'en situation de crise.

Nous avons commencé à vacciner le 22 mai ; le 27 mai 1700 enfants ont, d'ores et déjà, été vaccinés.

Venons-en aux rencontres de Santé publique France.

Tout d'abord un grand remerciement

- à Jean-Claude Desenclos, le directeur scientifique, et à son comité scientifique pour la construction du programme résolument scientifique ;
- à David Heard, le directeur de la communication, et son équipe pour l'organisation.

Quelques mots sur les rencontres

Sachez que nous avons fait de la place :

- à l'économie de la prévention qui nous manque tant ;
- aux approches participatives ;
- à l'innovation en prenant l'exemple du diabète ;
- au transfert de connaissance et en particulier à la question du déploiement d'actions qui ont fait la preuve de leur efficacité ;
- à la question de l'exposome ;
- et celle des inégalités entre les hommes et les femmes.

Nous aurons bien sûr des sessions incontournables

- sur le Nutri-Score ;
- sur la résistance aux antibiotiques ;
- sur le changement climatique ;
- sur le retour d'expérience nouvelle forme d'évaluation
- et, pour la première fois en partenariat avec le Collège de médecine générale, sur les pratiques cliniques préventives, avec deux tables rondes consacrées à la promotion de la santé chez les adolescents.

Et beaucoup d'autres sujets

Nous avons même intégré cette année une session de dernière minute qui permet de présenter de manière très significative l'actualité et de comprendre le rôle et l'étendue du champ des actions de Santé publique France.

Je salue enfin nos partenaires dans ce congrès : le ministère de la santé, les ARS, le Public Health England (notre cousin d'Outre-Manche) , le collège de médecine générale et beaucoup d'autres.

Je vous souhaite à tous d'excellentes rencontres de santé publique, beaucoup d'échanges et de partage.

François Bourdillon